



**Difficile dans un écrit de rester à la page pour décrire des événements de nature révolutionnaire qui évoluent très vite.**

**De l'étincelle d'un espoir déçu s'est embrasée une révolution du Ras le bol vite récupérée Il s'agit bien d'événements révolutionnaires en Ukraine. Les masses se sont réellement soulevées contre des « élites » politiques totalement discréditées au cours des vingt ans de pouvoir de clans, d'oligarques rivaux et de satrapes corrompus qu'ils aient la tête d'un Viktor Ianoukovitch et de sa famille ou les jupons d'une Youlia Timochenko, sans parler de Léonid Koutchma, Viktor Iouchtchenko etc. Ces dirigeants ont mené le pays au défaut budgétaire à répétition et maintenu leur population dans un niveau de vie lamentable. Les acquis de l'époque soviétique en matière d'éducation, de culture et de protection sociale et médicale, toutes médiocres qu'elles furent, ont disparu.**

Aux comportements de « vivre sur la bête » de tous les dirigeants, ceux de la fameuse « révolution orange » ont ajouté du dogmatisme et un nationalisme agressif et non fondé, tant le pays est varié et composé de bric et de broc au fil de l'histoire. Des brimades et humiliations, souvent liées à l'usage du russe, langue maternelle de la moitié des Ukrainiens, dirigées contre la population de la moitié orientale et méridionale du pays. Cette politique liée aux restrictions contre l'utilisation du russe a été une des raisons pour lesquelles Viktor Ianoukovitch a gagné les élections en 2010. C'était du reste un fonds de commerce de beaucoup de partis russophones qui du coup ne parlaient pas des autres questions autrement difficiles à résoudre comme le développement économique, l'investissement et l'environnement.

### **Trahisons et erreurs de Ianoukovitch**

Mais là aussi Ianoukovitch n'a pas tenu parole. Il a « trahi » comme disent les russophones et Russes de l'est et du sud. Comme il a aussi trahi tout le monde en racontant des contes de fées sur le partenariat européen qui allait débloquent une pluie de dollars et même d'euros (des collègues enseignants d'université m'ont raconté que leurs étudiants étaient persuadés que dès la signature du partenariat, leur bourse passerait de 800 hryvnas /90 euros/ à 800 euros et plus grave des profs parlaient de 3.000 euros de salaire !). Il promettait de signer depuis deux ans, avant de se ressaisir au dernier moment, sans pouvoir l'expliquer en redoutant que la réalité ne lui retombe sur le nez. Pas étonnant qu'il n'ait aujourd'hui de soutien nulle part, tout en étant constitutionnellement le président en exercice.

Ianoukovitch a accumulé les erreurs dans cette affaire mais il faut bien dire que les négociateurs de l'Union européenne ne l'ont pas aidé. Sans entrer dans les détails, le partenariat avec l'Union européenne ne signifiait pas du tout une adhésion à l'UE ni à court ni même à moyen terme. L'UE n'en n'a ni les moyens ni l'envie. Mais ce n'est pas ce qu'on a laissé entendre aux dirigeants et surtout aux populations ukrainiennes, y compris lorsque des dirigeants de l'UE allaient « chauffer » les foules sur le Maidan au cours du mouvement. Même les visas, tant attendus à l'ouest de l'Ukraine, faisaient partie d'une négociation à part. En revanche, des aides pas toujours bien définies car on a parlé de 600 millions d'euros de l'UE (des négociateurs polonais et tchèques ont parlé de 20 milliards à Yanoukovitch) et de

plusieurs milliards du FMI pour notamment la restructuration indispensable de l'industrie ukrainienne.

Mais les exigences du FMI et de l'UE portaient évidemment sur des mesures anti-sociales drastiques et des privatisations qui allaient permettre notamment à des compagnies allemandes de mettre la main sur les meilleures unités de production ukrainiennes, après les avoir renflouées avec des fonds publics. En « échange », en quelque sorte, l'Ukraine entrait dans une zone de libre-échange avec l'UE, ce qui compte tenu de la qualité et de la compétitivité des produits ukrainiens allait bien peu profiter à l'Ukraine dans un premier temps au moins. Et bien sûr c'était oublier que l'Ukraine était déjà dans une zone de libre-échange avec l'Union douanière formée par la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie et l'Arménie.

Comme l'Ukraine avait déjà une dette vis-à-vis du FMI et que Ianoukovitch était parvenu à ne pas appliquer trop de mesures sociales exigées, il pensait que ça pourrait continuer. D'autant que les remboursements ne se font pas bien et qu'une partie de l'argent a évidemment été détournée.

Quant à la zone de libre-échange avec la Russie, Ianoukovitch pensait pouvoir profiter des deux, selon le vieux principe du beurre et de l'argent du beurre, ce qui aurait permis à l'Ukraine de faire le transit des exportations de l'UE vers la Russie, sans droits de douane nulle part. La Russie n'a évidemment pas accepté car ses accords avec l'UE sont différents. Elle s'est aussi inquiétée des conséquences du partenariat pour les industries partenaires ukrainiennes dans lesquelles elle a parfois, investi et qui ont un rôle dans la division du travail héritée de l'époque soviétique. Elle a toutefois proposé de négocier des modalités de partenariat à quatre entre l'Union européenne, l'Union douanière, l'Ukraine et la Russie et Poutine avait proposé au cours du sommet Russie-UE, le 28 janvier 2014, de constituer une zone de libre-échange eurasiatique. L'Union européenne a refusé.

On se demande encore pourquoi.

Lorsque Ianoukovitch a vu que son plan de profiter de tout le monde ne marchait pas et qu'en plus l'UE exigeait de lui qu'il libère Timochenko qu'elle allait lui opposer pour les prochaines élections présidentielles de 2015, il a refusé de signer le 21 novembre à Vilnius en annonçant les sommes d'argent dont il avait besoin et que l'UE n'avait pas du tout l'intention de lui donner à l'époque. Elle annonce aujourd'hui 11 milliards d'euros qu'elle prend on ne sait d'où et qui vont faire plaisir aux Grecs, aux Espagnols, Italiens et à nous Français... On les aurait promis avant, tout cela eut pu être évité. L'Ukraine est en quasi cessation de paiement par défaut budgétaire et a besoin d'urgence d'au moins 25 milliards de dollars. Mais il ne pouvait plus expliquer tout ça à une opinion bercée depuis plusieurs années par tous les médias à l'idée que le partenariat UE permettrait tout de suite d'arrêter la corruption, de réformer la justice et d'augmenter le niveau de vie...



**De la spontanéité pacifique aux cocktails Molotov et aux snipers mystérieux**

Ce fut donc l'étincelle d'où est jaillie la flamme d'un mouvement populaire à Kiev, soutenu au début avec sympathie dans le reste du pays, puisque tout le monde y avait cru. Mais très vite, les manifestants spontanés du Maïdan et les étudiants sont rejoints par des masses de jeunes hommes venus de Galicie, les provinces de l'ouest de l'Ukraine, où le chômage fait des ravages, où le partenariat européen était perçu comme la possibilité d'avoir des visas pour aller travailler dans l'Union européenne, où enfin des partis d'extrême droite ultra-nationaliste, héritiers de la collaboration avec les nazis pendant la guerre, sont le mieux implantés.

Le fameux « mouvement de masse pacifique de trois mois » cher à nos médias a en fait été très variable. Il ne fut pacifique qu'une semaine ou deux et ce fut au mieux une centaine de milliers de personnes (il y a 45 millions d'habitants en Ukraine) au plus fort des mouvements qui agissaient.

Dont une dizaine de milliers de jeunes hommes venus de l'ouest et organisés et armés par les partis d'extrême-droite. La fable des « manifestants pacifiques, des étudiants auxquels des grand-mères apportent des pavés avec le goûter » sont démenties par les images où l'on voit des manifestants marcher en rang au pas, jeter des cocktails Molotov, former des tortues à la romaine avec des boucliers (essayez c'est impossible sans entraînement) ou tirer au fusil, comme sur la une du Figaro du 21 février où l'on voit des manifestants casqués tirer au fusil à pompe mais légendés par le Figaro comme « *les forces de l'ordre ont tiré sur des manifestants désarmés...* ». Sans même parler de la prise des bâtiments gouvernementaux et des arsenaux dans les trois provinces ouest de l'Ukraine, dès avant la prise du pouvoir à Kiev. C'est-à-dire en fait, ce qui est maintenant reproché à la Crimée ou à Donetsk. Mais à l'époque les gouvernements de l'OTAN n'avaient rien trouvé à redire.

Comme le mouvement s'essouffait dans la première semaine, on a assisté à un cycle de répression-provocations-répression. Au début, d'une manière quasi caricaturale : dans la nuit du 29 au 30 novembre 2013, le chef de l'administration présidentielle un dénommé Livochkine, ordonne aux « *berkout* », les CRS locaux décriés par la suite et qui sont pour la plupart originaires des régions est, de dégager la place, alors occupée par des étudiants et des manifestants non armés, à coup de matraques. Ça se passe à 4 heures du matin mais comme par hasard toutes les chaînes de télévision, surtout les occidentales, sont là. Les images projetées partout provoquent inévitablement l'indignation et la foule se rue vers le Maidan et se solidarise avec le mouvement. Ianoukovitch est trahi dans son camp et quelqu'un mène une opération de communication de très haut niveau. Des députés ukrainiens témoignent de ces événements.



Militants ukrainiens du mouvement d'extrême-droite  
SVOBODA arborant la « rune du loup » sur le brassard  
jaune. (1er logo du parti entre 1991 et 2003)

A partir de là le mouvement change de nature. Des groupes d'extrême-droite organisés prennent les choses en main. On voit apparaître les drapeaux rouges et noirs (certains ont complaisamment pensé qu'il s'agissait d'anarchistes) et les portraits de [Stepan Bandera](#). Les groupes armés de battes de base ball et de cocktails Molotov au début puis de quelques armes à feu apparaissent. Ils construisent des barricades, sont fournis en pneus et attaquent la police.

Qui de son côté reçoit des ordres contradictoires. Elle doit charger puis s'arrêter au lieu de poursuivre son avantage. Elle ne reçoit pas de gilets pare-balles alors qu'on commence à lui tirer dessus. Deux personnes sont tuées par des « snipers » inconnus. On accuse la police qui dément. L'opposition refuse de participer à l'enquête. Plus tard, on apprend que ce n'est pas la police qui a fait tirer. Après le renversement des enquêteurs trouveront aussi que les balles tirées par des snipers et ayant tué des policiers et des manifestants sont de même nature. Mais le pouvoir de Kiev refuse d'enquêter sur le sujet !

La police tire toutefois pour de bon en février après moult épisodes de provocations-répression, d'attaques de mieux en mieux organisées des commandos de manifestants qui se servent bien sûr des manifestants pacifiques et non organisés qui veulent sincèrement et naïvement « l'Europe, l'Europe, l'Europe » en sautant comme des cabris, selon la formule de De Gaulle, alors que le sujet n'est plus celui-là mais bel et bien de la prise du pouvoir. Toutes les propositions de compromis faites maladroitement par Ianoukovitch à l'opposition institutionnelle, comme le poste de Premier ministre à Arseni Iartcheniouch, très pro-américain (il ne s'exprime d'ailleurs qu'en anglais) et successeur de Youlia Timochenko, emprisonnée et qu'il ne se dépêche pas de faire libérer, ou à Viktor Klitchko, le boxeur résidant en Allemagne, sont refusés car celui qui accepterait n'est pas sûr de se faire entendre des groupes organisés d'extrême-droite et risque de se trouver désavantagé pour la course aux présidentielles. Dans l'ouest du pays, le pouvoir est pris par la force par les groupes d'extrême-droite avec le consentement de la population et des troupes qui ouvrent les arsenaux.

Surviennent sur le Maidan, les tirs des manifestants « pacifiques » qui tuent quand même par balles ou grenades une quinzaine de *berkouts* et en blessent plus de 80. Puis ceux des *berkouts*, qui tuent une soixantaine de manifestants et qui donnent lieu au déferlement de propagande sur « Ianoukovitch massacre son peuple » dans la presse occidentale. Tout cela si on excepte les nouvelles révélations sur les tirs de snipers mystérieux. Après avoir autorisé à tirer, ce dernier tergiverse. Cherche à négocier sans trop savoir avec qui.

### **La nuit qui ébranla Kiev : accord caduc et prise révolutionnaire de la Rada**

Le sang a coulé, du côté des manifestants et de leurs conseillers on peut passer à la suite. Trois ministres de l'UE : le Français, l'Allemand et le Polonais viennent à Kiev. A la demande de Ianoukovitch, les Russes envoient un médiateur, M. Wladimir Loukine, ombudsman russe et militant connu des droits de l'Homme. Le 21 février au soir, un accord est signé entre Ianoukovitch, les trois dirigeants de l'opposition institutionnelle car représentée à la Rada (Batkivchina, Oudar, Svoboda) et les trois ministres de l'UE. Loukine avait jugé « constructif » l'accord mais n'a pas signé car il n'était pas clair « qui allait répondre de quoi » et prévoyant sans doute un coup fourré. Ce dernier ne tarde pas. Alors que l'accord prévoit des élections présidentielles anticipées vers la fin de l'année, après une révision constitutionnelle à laquelle participeront les élus de toutes les régions et un désarmement du Maïdan, ce dernier aux mains des milices d'extrême-droite refuse. Les révolutionnaires proclament qu'ils prendront le Parlement dès le lendemain matin et ne cachent pas qu'ils veulent faire subir à Ianoukovitch le sort de Ceausescu. L'accord est caduc dès sa signature car les signataires de l'opposition institutionnelle ne sont pas en mesure de le faire respecter. Les oligarques qui soutiennent le parti des Régions de Ianoukovitch changent de camp et obligent leurs députés prébendiers à

en faire autant. Ianoukovitch s'envole alors à Kharkov, ancienne capitale ukrainienne à l'est, pour y participer à un congrès des élus de l'Est et du sud de l'Ukraine. Il n'y assistera pas. Il dira plus tard lors d'une conférence de presse à Rostov sur le Don qu'il a été menacé de mort ainsi que sa famille.

### **Tentative d'apaisement à Kharkov**

Alexei Pouchkov de la Douma russe assiste lui à ce congrès qui ostensiblement cherche à calmer le jeu. Les élus prennent des précautions en décidant de contrôler les forces armées et les arsenaux de leurs régions respectives pour éviter que des bandes en prennent le contrôle, comme à l'ouest du pays. Mais ils ne rejettent pas tout de suite le « putsch » de fait qui s'est passé à Kiev et la décision de la Rada de revenir à la version 2004 de la Constitution qui donne davantage de pouvoirs au législatif. Même Pouchkov déclare que le congrès de Kharkov « n'est pas obligatoirement contre le retour à la Constitution de 2004 ».

Toutefois, « l'élection » de Alexandre Tourchinov, un pasteur évangéliste, comme président de la Rada et président par intérim simultanément, c'est-à-dire cumulant les deux pouvoirs en une seule personne, commence à poser problème. Cela va s'approfondir avec les premières mesures décidées et la remise aux calendes grecques de la révision constitutionnelle. A l'est du pays, on espère une structure fédérale, voire confédérale du pays pour tenir compte de l'histoire du pays, qui a aggloméré des nationalités et des régions au cours des siècles. Les partis nationalistes de l'ouest ne veulent pas en entendre parler.

Cette Rada révolutionnaire, dont plusieurs députés ont dit par la suite avoir été menacés par des membres du Secteur de droite, décide de l'interdiction du russe dans les provinces dont c'est la langue maternelle (imaginez qu'on interdise le français au Canada !) et parle de « dérussifier » l'Ukraine et de « lustrer », c'est-à-dire d'ouvrir une chasse aux sorcières et d'interdire les partis en désaccord. Dans les provinces de l'ouest, le parti des Régions de Ianoukovitch et le parti communiste ont été interdits et leurs membres poursuivis. La presse occidentale n'en parle pas.

La tentative de calmer le jeu de la part des élus de l'est et du sud est passée au même moment par la libération de Youlia Timochenko, l'ancienne première ministre, qui était détenue à Kharkov. Elle sort (à pied selon Youtube) de la prison et s'envole tout de suite pour Kiev et le Maïdan. Où le soir même elle prononce un excellent discours en fauteuil roulant : tout son savoir-faire y passe. Mais en vain. Elle ne retourne pas le Maïdan qui reste contrôlé par l'extrême droite galicienne. Les gens n'ont pas oublié toutes les casseroles que traîne Timochenko qui elle aussi a laissé les caisses vides en partant.

Un gouvernement, sans Timochenko, est formé après marchandages entre partis et immixtion directe de conseillers américains, comme l'a montré un enregistrement capté vraisemblablement par les services secrets russes ou ukrainiens avant la prise du Parlement. Quatre ministres, dont un vice-premier ministre mais aussi la culture et l'enseignement, ô combien sensibles, sont confiés à l'extrême droite néo-nazie qui contrôle aussi le ministère de l'intérieur par des nominations de responsables. Une telle situation ne pouvait évidemment pas être acceptée sans réagir par les provinces de l'est et surtout la Crimée, qui a une histoire particulière.



### **Une première historique : une révolution populaire dirigée par de nazis**

Mouvement révolutionnaire donc mais pour la première fois dans l'Histoire, c'est une force d'extrême droite qui a pris la tête du mouvement, l'a structuré et maintenant l'inspire. Les portraits de Stepan Bandera, le chef de guerre collaborateur des nazis, et de théoriciens nazis ukrainiens abondent sur le Maïdan et l'avenue Khrechstiatik (à moins que les conseillers en com. de l'USIS aient suggéré de les rendre plus discrets maintenant). Une sorte de marche sur Rome à la Mussolini mais sans le côté carnavalesque du dictateur italien, venu au pouvoir par des élections. Et avec la référence directe au nazisme allemand, qui dans l'ouest de l'Ukraine n'est pas aussi tabou que chez nous ou en Allemagne.

Ce sont pourtant ces forces-là qui ont été fondamentales dans la prise de pouvoir révolutionnaire le 21 février, comme les bolcheviks en leur temps ont pris le Palais d'Hiver en octobre 17. Une dizaine de milliers de personnes décidées et organisées suffisent donc s'il y a une sympathie suffisante ou une neutralité de la population. C'était le cas en Ukraine, devant le discrédit total de la classe politique, la déception devant la fin brutale du conte de fées européen et l'absence ou le discrédit des partis de gauche. Quand des syndicats de gauche ou des militants gauchistes ont essayé de prendre la parole au Maïdan, ils ont été chassés manu militari.

### **Le risque de fuite en avant pour se créer une légitimité révolutionnaire**

Après il reste à cette « direction révolutionnaire » à transformer l'essai, pour reprendre un langage léniniste qui ne s'applique que partiellement en raison de l'immixtion étrangère, non dissimulée maintenant, des Américains et de quelques Européens dans le processus. Et c'est là qu'est le danger car la tentation de la fuite en avant guerrière est grande. Dès la prise du pouvoir, les partis d'extrême droite Svoboda et Secteur de droite ainsi que leurs nébuleuses disposaient de 25.000 hommes armés et organisés, d'après des députés opposants à l'extrême droite. Des armes leur ont été vendues dès avant le Maïdan, selon des témoignages rapportés dans la presse ukrainienne, et surtout les arsenaux de l'ouest du pays ont été dévalisés et des troupes ont rejoint les révolutionnaires. C'est pourquoi les provinces de l'est ont proclamé leur contrôle sur les unités militaires et les arsenaux dès le 22 février, au cours du congrès des élus de l'est et du sud à Kharkov, quand le pouvoir est tombé aux mains des émeutiers à Kiev.

Avec de telles troupes décidées et fanatisées, renforcées par des unités de l'armée auxquelles on promet de payer leur salaire au moins, alors que depuis des mois les militaires et les fonctionnaires restent sans paye, on peut mener des opérations meurtrières contre les opposants que les moyens d'information occidentaux se chargeront de glorifier. Et pour l'usage interne on aura recours au nationalisme, élément important voire indispensable dans toute guerre civile.

Surtout si elles contraignent les Russes à intervenir pour sauver leurs compatriotes qui sont avec les Juifs, les Tziganes et les Polonais les gens à « abattre et à brûler », selon la doctrine de Stepan Bandera revendiquée publiquement par Oleg Tiahnibok, le dirigeant de Svoboda qui a eu 12% des voix aux élections législatives, et qui compte maintenant des ministres dans le «

gouvernement » de Kiev. Les partis d'extrême droite se réclamant du nazisme ukrainien dirigent maintenant le mouvement et vont en inspirer un certain temps le cours, comme c'est la règle dans toute période révolutionnaire.

La question est de savoir comment réagiront les forces armées de l'est (pour la Crimée, la réponse est claire) et ceci quel que soit l'état de délabrement de l'armée ukrainienne. Il n'y a pas eu d'investissements pendant vingt ans et les armes et équipements ont été vendus aux uns et aux autres. Mais cette faiblesse de l'armée est un risque supplémentaire au lieu d'être une garantie d'absence de confrontations, comme le laissent entendre des gazettes intéressées ou des experts qui voient les choses en termes de théâtre d'opération entre armées.



### **Crimée : dans l'attente du référendum ... et de probables provocations**

En Crimée, la majorité de la population n'a jamais accepté le rattachement à l'Ukraine décidé par Nikita Khrouchtchev en 1954, sans rien demander aux habitants bien sûr. En fait, jusqu'en 1991, ce n'était pas très important puisque c'était l'URSS. Mais quand les quelque 60% de Russes, et même plus à l'époque, se sont réveillés « à l'étranger », comme ils disent localement, ils ont un sentiment profond de désespoir et d'abandon. Il y a eu des incidents jusqu'en 1994. Là un accord avec la Russie sur le nucléaire ukrainien les a privés de tout espoir de voir la Russie les défendre. Le statut d'autonomie qu'ils avaient obtenu s'est réduit comme peau de chagrin. Sébastopol n'a plus eu le droit d'élire un maire (comme Paris depuis la Commune jusqu'à Chirac), les tribunaux, la police, les administrations sont passés sous contrôle direct de Kiev qui y a placé des « fidèles ».

Des Tatares, déportés sous Staline après la guerre sous l'accusation de collaboration avec les Allemands, sont arrivés en masse sans qu'on sache très bien d'où parfois. Ils se sont mis à squatter des terres avec un soutien systématique des tribunaux contre les propriétaires ou les locataires russes sous la présidence de Viktor Iouchtchenko, amené au pouvoir par la « révolution orange ».

Des organisations tartares, des médias, un « Majlis » (Parlement) même apparaissent. Avec des moyens financiers. Aujourd'hui, les terres squattées par les Tatares il y a huit ans sont couvertes de maisons et de mosquées, payées avec de l'argent de Turquie, des Emirats arabes unis et des Etats-Unis. Le but des nationalistes ukrainiens et des bailleurs de fonds était évidemment d'installer une population susceptible de s'opposer aux habitants actuels. Aujourd'hui, c'est par le biais de cette population que seront montées les provocations contre les autorités locales de Crimée qui refusent l'autorité du gouvernement illégal de Kiev. Ça a commencé du reste avec les manifestations de femmes « pour la paix » devant les journalistes étrangers. Souhaitons seulement que les attachés de presse de l'affaire n'organisent pas un massacre de Tatares à imputer aux Russes, comme ce fut le cas au Kosovo contre les Serbes.

Devant les mesures unilatérales du « gouvernement » illégitime de Kiev, les menaces des nazis du gouvernement de « dérusifier » l'Ukraine » et de leurs partisans de « noyer les Russes dans le sang des juifs », les Criméens pouvaient difficilement rester les bras croisés. Ils ont

donc fait ce qu'avaient fait les activistes de l'Ouest avant eux et ont pris le contrôle des bâtiments gouvernementaux, des casernes et arsenaux. Ils ont élu un maire à Sébastopol et un nouveau Premier ministre les représentant réellement. Ce dernier a demandé un appui logistique aux militaires russes de la flotte de la Mer Noire cantonnée à Sébastopol et l'a vraisemblablement obtenu. Contrairement à ce qu'affirme le « gouvernement » de Kiev, la Russie n'a nul besoin de faire des ponts aériens pour transporter 2.000 soldats à Simferopol, la capitale. Toute la presse occidentale a repris cette bêtise sans même demander aux habitants s'ils avaient entendu un va et vient d'avions. La Russie a 11.000 hommes sur place et plus de 30.000 personnes sont salariées de la base navale. C'est dire qu'ils sont plutôt bienvenus dans un pays au chômage endémique et au niveau de vie poussif.

Aujourd'hui, la Crimée compte organiser un référendum le 16 mars sur une véritable autonomie. Les Américains et leurs suiveurs, dont malheureusement la France, qui ont fait des référendums au Monténégro et au Kosovo par exemple, ne veulent pas en entendre parler en Crimée, méprisant ainsi le droit du peuple de Crimée à disposer de lui-même. Mieux encore, des pays ayant attaqué sans déclaration de guerre la Grenade, Panama, la Yougoslavie, l'Afghanistan, l'Irak et la Libye qui sont intervenus au Mali (à juste titre mais ce n'est pas la question) ou en Centrafrique (sans en avoir les moyens) ou qui envoient des drones au Yémen ou au Pakistan se permettent de pontifier et de se croire investis du pouvoir de « prononcer des sanctions » ! On croit rêver mais on n'entend que ça !

**Dimitri de Kochko, journaliste**